



NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER

PARGADE
ARCHITECTES



US
&CO
Economistes



**Construction d'un bâtiment à usage de
laboratoires et des bureaux sur le site
de l'ANSES à Lyon**

DCE

N°

PROJET	PHASE	DISCIPLINE	EMETTEUR	TYPE	NUMERO	IND	DATE	ECHELLE
ANS	DCE	TCE	IXA	NOC	001	B	04/11/21	-

-

SOMMAIRE

1	OBJET DU DOCUMENT ET CONDITIONS D'APPLICATION	3
1.1	OBJET.....	3
1.2	CONDITIONS D'APPLICATION	3
2	RELATIONS ENTRE LES INTERVENANTS	3
2.1	ORGANISATION DES REUNIONS	3
2.2	REGLES DE DIFFUSION DES COURRIERS PAR LES ENTREPRISES	4
3	COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION.....	4
3.1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
3.2	MODALITES D'ORDONNANCEMENT.....	4
4	ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	4
4.1	AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	4
4.2	ACOMPTE MENSUELS	4
4.3	DELAIS ASSOCIES AU TRAITEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS	5
5	ORGANISATION DES ETUDES D'EXECUTION	5
5.1	PERIODE DE PREPARATION / DIFFUSION DE LA LISTE PREVISIONNELLE DES DOCUMENTS D'ETUDES	5
5.2	ORGANISATION DE LA CELLULE DE SYNTHESE	5
5.3	CIRCUIT DE DIFFUSION DES DOCUMENTS D'ETUDES	5
5.3.1	Mode de diffusion.....	5
5.3.2	Bordereaux d'envoi	6
5.3.3	Destinataires et nombres d'exemplaires.....	6
5.3.4	Codification des documents	6
5.4	DELAIS ASSOCIES AUX VISAS ET REPRISES.....	6
5.5	CIRCUIT D'APPROBATION DES DOCUMENTS D'ETUDES D'EXECUTION.....	6
6	PRESENTATION ET VALIDATION DES ECHANTILLONS ET PROTOTYPES	7
6.1	PROTOTYPES ET TEMOINS.....	7
6.2	ORGANISATION DES PRESENTATIONS DES ECHANTILLONS.....	7
7	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	7
7.1	Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment.....	8
7.1.1	Branchements provisoires d'eau et d'électricité.....	8
7.1.2	Branchements provisoires d'égouts	8
7.1.3	Voies d'accès et environnement du chantier	8
7.1.4	Sanitaires de chantier, réfectoire de chantier, vestiaires.....	9
7.1.5	Bureaux de chantier d'une entreprise, containers, bungalows, etc.	9
7.1.6	Salles de réunion – Stockage échantillons – Bureaux à usage du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage	9
7.1.7	Photocopieur :	10
7.2	Équipement du bâtiment.....	10
7.2.1	Eau (réseau de chantier).....	10

7.2.2	Électricité	10
7.3	Organisation du chantier – Contrôle d'accès	11
8	CONDITIONS D'EXECUTION	12
8.1	GENERALITES	12
8.1.1	Horaires de chantier	12
8.1.2	Limitations liées aux contraintes environnementales.....	12
8.2	NETTOYAGE DE CHANTIER	12
8.3	Gestion des déchets et tri sélectif	14
8.4	OPERATIONS IMPORTANTES	14
8.5	STOCKAGES	14
8.6	CIRCULATION, APPROVISIONNEMENTS ET CONDITIONS D'ACCES	15
8.7	Mise hors d'air / hors d'eau provisoire du chantier	15
8.8	Traitement provisoire des eaux de pluie	15
8.9	Préchauffage.....	15
8.10	Travaux sur terrasses	16
8.11	Inspection vidéo des réseaux	16
8.12	Déneigement	16

1 OBJET DU DOCUMENT ET CONDITIONS D'APPLICATION

1.1 OBJET

Le présent document s'inscrit dans le cadre général du projet de construction d'un bâtiment à usage de laboratoires et de bureaux sur le site de l'ANSES, situé avenue Tony Garnier à Lyon.

Il a pour but, en complément des documents communs à tous les lots, de définir l'organisation et le fonctionnement du chantier.

1.2 CONDITIONS D'APPLICATION

L'application du présent règlement doit être faite sans restriction, sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

Les spécifications des différents C.C.T.P. peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux, et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur doit exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son offre globale et forfaitaire, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages Tous Corps d'Etat suivant les plans remis et les règles de l'Art.

L'entrepreneur doit, avant de soumissionner, se rendre compte personnellement et sur place, de l'état des lieux, des difficultés d'accès, d'approvisionnements et de toutes sujétions générales.

Tous les frais en résultant de quelque nature et d'importance qu'ils soient sont à la charge de l'entrepreneur.

En cas de contradiction entre le présent document, le CCTC ou les CCTP, concernant le descriptif d'une prestation ou sa prise en charge, les prestations retenues seront celles décrites dans le document obéissant à l'ordre de préséance ci-dessous :

- CCTP
- CCTC
- Note d'Organisation de Chantier

Il est cependant précisé que toute prestation mentionnée dans au moins l'un des deux documents (CCTC ou Note d'organisation de chantier) est due. Les titulaires ne pourront opposer l'absence de description d'une prestation dans leur CCTP, et précisée dans le CCTC ou la NOC, pour s'en affranchir.

2 RELATIONS ENTRE LES INTERVENANTS

2.1 ORGANISATION DES REUNIONS

Dans le cadre du suivi de la réalisation du projet ANSES 31 avenue Tony Garnier, à Lyon, plusieurs types de réunions seront organisées par les différents intervenants du projet (Maitrise d'ouvrage, assistant à la maîtrise d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, OPC, SPS, bureau de contrôle, cellule de synthèse, etc.). L'absence des entreprises aux réunions ou visites de chantier auxquelles elles auront préalablement été convoquées par quels que moyens que ce soit (message électronique, courrier, compte-rendu de réunion, etc.) sera pénalisable. Tout retard supérieur à un quart d'heure vis-à-vis de l'heure de convocation sera également pénalisable. Le montant des pénalités associées est défini dans le CCAP.

Lors de chacune de ces réunions et visites de chantier, les entreprises devront être représentées par du personnel apte à répondre à l'objet de ladite réunion, tant en termes de reporting, que d'engagement ou de prise de décision pour le compte de la société qu'il représente. Dans le cas contraire, l'entreprise serait considérée absente et s'exposerait à l'application des pénalités prévues en pareil cas.

Les entreprises ne pourront prétendre à aucune rémunération complémentaire au titre de leur participation requise à quelle que réunion et visite de chantier que ce soit dans le cadre du projet de construction d'un bâtiment de bureaux et laboratoires ANSES situé à Lyon ; ceci indépendamment de leurs durées, de leurs fréquences ou de leurs périodes d'organisation.

2.2 REGLES DE DIFFUSION DES COURRIERS PAR LES ENTREPRISES

Le mode de diffusion suivant est retenu pour les courriers émis par les entreprises :

- Tous les courriers et leurs copies seront à envoyer par voie postale ou à remettre en main propre à leur destinataire. Une transmission par mail pourra être utilisée en cas d'urgence mais en complément de l'envoi postal.
- Seul le mandataire d'un lot est habilité à émettre ou à recevoir les courriers destinés au lot qu'il représente.
- Sur chaque courrier, il apparaîtra impérativement :
 - o l'objet
 - o l'ensemble des destinataires et des destinataires en copie

Une codification pour l'envoi des mails pourra être mise en œuvre dans le cadre du chantier. Le cas échéant, l'ensemble des entreprises intervenant sur le projet devront s'y conformer. A défaut, cela sera considéré comme une défaillance contractuelle pouvant donner lieu à l'application des pénalités mentionnées au CCAP.

3 COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION

3.1 DISPOSITIONS GENERALES

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination (OPC) des travaux est assurée l'entreprise IXANS, dont le siège social est situé 470 route du Tilleul – 69270 CAILLOUX SUR FONTAINES. Par souci de simplicité, le terme « OPC » est utilisé ci-après pour désigner la personne en charge de la mission OPC.

3.2 MODALITES D'ORDONNANCEMENT

Pendant la période de préparation de chantier ainsi que suite à toute sollicitation de l'OPC durant la phase d'exécution des travaux, les entreprises devront fournir à l'OPC tous les renseignements jugés nécessaires par celui-ci à l'établissement du calendrier détaillé des études et d'exécution des ouvrages.

Les entreprises respecteront les conditions de planning établies par la maîtrise d'œuvre et l'OPC par le biais des éléments planning qui leur seront notifiés par la maîtrise d'ouvrage par voie d'Ordre de Service.

4 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

4.1 AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS

Les modalités relatives à l'agrément des sous-traitants sont définies dans le CCAP, ou, à défaut, durant la période de préparation. Il est précisé que l'entrepreneur répondra aux exigences administratives et réglementaires nécessaires à l'agrément de ses sous-traitants, de manière exhaustive, complète, et compatible avec les délais de réalisation de ses travaux. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la transmission d'une demande d'agrément complète par l'entrepreneur. Celui-ci ne pourra se prévaloir des contraintes liées à ces démarches pour justifier d'un quelconque retard dans la réalisation de ses travaux. Il prévoira notamment de déposer sa demande d'agrément au minimum 30 jours avant la réalisation des travaux concernés.

4.2 ACOMPTE MENSUELS

Les éléments relatifs à la diffusion et au traitement des acomptes mensuels sont définis au CCAP ou, à défaut, les seront durant la période de préparation.

4.3 DELAI ASSOCIE AU TRAITEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS

En cas de demande de travaux modificatifs, la maîtrise d'œuvre en établira le descriptif qu'elle transmettra aux entreprises concernées pour chiffrage. Les entreprises retourneront leur estimation financière à la maîtrise d'œuvre dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de la réception du descriptif. Sans réponse de l'entreprise dans le délai imparti, la demande de travaux modificatifs sera instruite sur la base d'un chiffrage établi par la maîtrise d'œuvre.

5 ORGANISATION DES ETUDES D'EXECUTION

5.1 PERIODE DE PREPARATION / DIFFUSION DE LA LISTE PREVISIONNELLE DES DOCUMENTS D'ETUDES

La durée de la période de préparation est fixée par le planning marché ; le terme « planning marché » désignant le planning joint au marché signé par l'entrepreneur.

Durant la période de préparation, les entreprises, en fonction de leurs prérogatives et de leurs marchés respectifs sont tenues de transmettre et réaliser les éléments suivants :

- Tout élément mentionné comme étant dû durant cette période, dans le planning marché et de manière générale dans les autres pièces du marché
- Le premier indice du plan d'installation de chantier. Celui-ci sera fourni par l'entreprise titulaire du lot gros œuvre dans les 7 premiers jours calendaires de la période de préparation
- Dans les 7 premiers jours calendaires de la période de préparation, tout élément demandé par l'OPC dans le cadre de l'établissement des calendriers d'exécution et de la coordination générale du projet, et notamment :
 - o Liste détaillée des documents d'études
 - o Liste des échantillons
 - o Tout autre élément jugé nécessaire par l'OPC dans le cadre de sa mission
- Les premiers indices des plans de démolition, des fonds de plans pour synthèse. Celui-ci sera fourni par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre dans les 10 premiers jours calendaires de la période de préparation.
- Le cas échéant, les demandes d'autorisation administratives d'intervention sur les ouvrages contenant du plomb et/ou de l'amiante devront avoir été déposées auprès des autorités compétentes, dans les 10 premiers jours calendaires de la période de préparation.
- Tous sondages permettant la réalisation des travaux devront être réalisés, ainsi que leurs rapports respectifs diffusés, dans les 21 premiers jours calendaires de la période de préparation.

5.2 ORGANISATION DE LA CELLULE DE SYNTHESE

La mission de direction de la cellule de synthèse est assurée par le maître d'œuvre. Une note d'organisation et de fonctionnement de la cellule de synthèse dans jointe au DCE.

Cette note sera suivie par l'ensemble des entreprises intervenant dans le cadre des études de synthèse. Son respect constituera une obligation contractuelle.

5.3 CIRCUIT DE DIFFUSION DES DOCUMENTS D'ETUDES

5.3.1 Mode de diffusion

Un système de gestion électronique des documents (GED) sera mis en place. Il sera à la charge du compte-prorata et son utilisation sera obligatoire.

Les diffusions en version papier seront maintenues, par courrier ou remises en main propre, et accompagnées d'un bordereau (voir §5.3.2 et §5.3.3 ci-après)

En complément, les entreprises déposeront les documents sur la GED :

- En version informatique format .pdf
- En version informatique format natif

La date de diffusion retenue pour la diffusion des documents sera la date de réception des versions papier, impérativement accompagnées de leur bordereau de diffusion. Cette date constituera le point de départ du délai d'établissement des visas.

5.3.2 Bordereaux d'envoi

Un bordereau type, transmis aux entreprises en début de période de préparation, devra être renseigné et transmis en accompagnement de tout document. Une copie de ce bordereau sera systématiquement transmise à l'OPC pour information et prise en compte effective de la date de diffusion, sous peine de possible application de la pénalité prévue au CCAP, notamment en cas de récidive.

5.3.3 Destinataires et nombres d'exemplaires

Les documents d'études diffusés par les entreprises seront soumis au visa de la maîtrise d'œuvre et à avis du contrôleur technique, le cas échéant.

Tout document d'études émis par les entreprises devra être diffusé **a minima** comme suit :

- à l'Architecte (1 exemplaire papier)
- au bureau de contrôle technique (1 exemplaire papier).
- aux différents bureaux d'études concernés selon la nature des études (1 exemplaire pour chaque bureau d'étude concernés par ledit document).

Soit au minimum en 4 exemplaires et quoiqu'il en soit, en autant d'exemplaires que définis dans le document « circuit de diffusion des documents d'études et des visas » que l'OPC établira au plus tard durant la période de préparation. Le nombre d'exemplaires à produire et à diffuser ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une quelle que réclamation, financière ou autre, que ce soit.

5.3.4 Codification des documents

Un système de codification des documents d'études sera mis en place pour le projet (voir annexe 4 du CCTC). Les entreprises devront s'y conformer obligatoirement sous peine de l'application des pénalités prévues au CCAP ; la juste codification des documents émis par les entreprises étant considérée comme une obligation contractuelle.

5.4 DELAIS ASSOCIES AUX VISAS ET REPRISES

La maîtrise d'œuvre dispose d'un délai de 14 jours calendaires pour émettre son visa. Ce délai court à partir de la date de réception par la maîtrise d'œuvre des documents en version papier, accompagnés de leur bordereau d'envoi.

Les entreprises disposent d'un délai maximum de 7 jours calendaires pour émettre un indice supérieur après obtention du visa. Ce délai court à partir de la date de diffusion du visa concerné. Au-delà de ce délai, l'entreprise s'expose à l'application des pénalités prévues au marché.

Dès lors que le Maître d'œuvre répond dans les délais qui lui sont fixés (14 jours calendaires suivant la réception complète des documents d'exécution) au premier indice de document, l'Entrepreneur est responsable de tout retard susceptible de résulter de la procédure de visa de ses documents d'exécution, et doit, à cette fin, en soigner tout particulièrement l'élaboration afin d'éviter toute itération du processus de vérification et de correction.

5.5 CIRCUIT D'APPROBATION DES DOCUMENTS D'ETUDES D'EXECUTION

Le circuit d'approbation des documents d'études d'exécution émis par les entreprises est défini dans le document « circuit de diffusion des documents d'études et des visas » établi au plus tard durant la période de préparation.

6 PRESENTATION ET VALIDATION DES ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

6.1 PROTOTYPES ET TEMOINS

Plusieurs prototypes et/ou témoins sont à réaliser dans le cadre du projet. Ils sont définis dans les pièces écrites (CCTC et CCCTP). Leur période de réalisation sera précisée dans les plannings détaillés, établis par l'OPC et notifiés en fin ou après la période de préparation. Les entreprises s'y conformeront.

Ces prototypes et/ou témoins devant être réalisés le plus tôt possible afin de rendre les choix techniques et esthétiques compatibles avec les délais de réalisation, les mises hors d'eau et hors d'air provisoires éventuellement nécessaires des zones de réalisation desdits prototypes ou témoins devront être réalisées de la façon suivante : réalisation par le lot gros œuvre et prise en charge par le compte-prorata.

6.2 ORGANISATION DES PRESENTATIONS DES ECHANTILLONS

Les entreprises sont tenues de présenter les échantillons et prototypes, le cas échéant, dans le cadre du planning marché. Afin de préciser leur présentation en fonction de chaque lot, ou dans le cas où le planning marché ne précise pas explicitement les périodes de présentation des échantillons, un planning détaillé de remise des échantillons pourra être établi par l'OPC durant ou après la période de préparation. Les entreprises s'y conformeront.

Les échantillons seront présentés directement à la maîtrise d'œuvre accompagnés d'un bordereau type, dont une copie sera transmise à l'OPC. Sur demande de l'architecte, les échantillons pourront être livrés ou expédiés directement à l'agence PARGADE en région parisienne. Les échantillons devront impérativement présenter un étiquetage indiquant leur référence fabricant.

La maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage se prononceront sur les échantillons dans un délai de 21 jours calendaires à compter de leur réception ou de leur présentation. Une absence de retour de la part de la maîtrise d'œuvre ne vaudra pour autant pas accord tacite ; il appartiendra à l'entreprise de faire une relance selon ses délais d'approvisionnement et réalisation. En aucun cas le délai de validation de 21 jours ne pourra être invoqué par les entreprises pour justifier un éventuel retard de commande, de livraison ou de mise en œuvre. Il revient à chaque entreprise de s'assurer que les échantillons soient présentés à des dates compatibles avec les délais d'approvisionnement et de travaux.

7 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier, la sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier respecteront :

- Le PGC
- Le code du travail
- L'emprise chantier mise à disposition sur le projet de plan d'installation de chantier joint au DCE

La localisation de la base vie, les accès de chantier pour les matériaux et personnels sont définis sur le plan d'installation de chantier présenté par le lot 01 terrassements gros oeuvre, qui respectera les espaces mis à disposition, précisé sur le plan de principe de d'installation de chantier joint au DCE.

Le premier indice du plan d'installation de chantier sera transmis par l'entreprise en charge du lot 01 terrassements et gros oeuvre durant la première semaine de la période de préparation. Des mises à jours seront diffusées autant que nécessaire ou sur demande de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC ou du coordonateur SPS. Le plan d'installation de chantier initial et chacune des mises à jour seront soumis à la validation de la MOE et du SPS et à l'accord de l'OPC.

Les installations de chantier, leur configuration, leur entretien, leurs raccordements et adductions seront conformes aux éléments décrits dans les pièces marché et notamment dans le présent document.

Avant toute intervention sur site, un état des lieux contradictoire sera établi entre les entreprises et le maître d'ouvrage, ainsi que les tiers mitoyens et la ville de Lyon / Métropole concernant les ouvrages mitoyens et espaces publics.

7.1 Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment

7.1.1 Branchements provisoires d'eau et d'électricité

L'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre exécute, ou fait exécuter, les divers branchements et réseaux provisoires d'alimentation en eau, d'assainissement, d'électricité et de courants faibles (notamment téléphonie/internet via fibre optique si disponible) nécessaires pour les besoins du chantier.

Les branchements provisoires et les compteurs, les raccordements des installations, l'ensemble des réseaux extérieurs de distribution (force motrice et éclairage provisoire) ainsi que leur entretien, sont à la charge de cet entrepreneur. Les branchements des compteurs d'eau et d'électricité, candélabres, luminaires divers provisoires etc. resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque et au plus tard jusqu'à la réception du bâtiment.

Les consommations d'eau, d'électricité et téléphonie/internet du chantier sont imputées au compte prorata.

7.1.2 Branchements provisoires d'égouts

Cette prestation, à la charge de l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre comporte le branchement sur le collecteur général EU, depuis les baraquements de chantier. Ce lot réalise le branchement des installations sanitaires du chantier.

Un curage des réseaux EU et EP dans l'environnement immédiat de la zone de chantier sera réalisé après enlèvement de l'installation par le lot 01 terrassements gros oeuvre. Le coût de cette prestation sera imputée au compte prorata.

7.1.3 Voies d'accès et environnement du chantier

Voies d'accès chantier

L'Entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre a à sa charge, l'entretien des voies d'accès et les modifications liées à la configuration du chantier, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif.

Le nettoyage de la voirie sera à la charge du lot 01 terrassements gros oeuvre pendant toute la durée du chantier.

Voie d'accès baraquements de chantier et zone baraquement de chantier

L'Entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre doit la création d'un chemin d'accès piéton balisé, l'entretien et le nettoyage de la voie d'accès aux baraquements de chantier et de la zone des baraquements de chantier.

En fin de chantier, l'Entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre doit leur enlèvement y compris l'évacuation des matériaux à la décharge et la remise en état des lieux dans leur configuration initiale.

Ces entretiens et nettoyage doivent être réalisés durant la totale durée du chantier.

Environnement du chantier

Abattage des arbres et arbustes : Aucun arbre ou arbuste ne doit être abattu ou élagué sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Conservation des arbres et arbustes : les arbres et arbustes susceptibles d'être abîmés doivent être protégés par le lot terrassements gros oeuvre.

Clôtures, panneaux de chantier et de signalisation à la charge du lot terrassements gros oeuvre.

Les prestations suivantes sont à la charge de l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre.

Clôtures de chantier fixes

Le chantier est clos. Un "plan de clôture" fixe les dispositions et emplacements arrêtés.

Les portails d'accès sont munis de serrures (portail accès base vie, portail accès chantier).

L'affichage publicitaire est interdit sur ces clôtures.

Le lot 01 terrassements gros oeuvre a la charge de l'installation, de l'entretien des clôtures et des portails, du déplacement et du complément de clôture, ou de l'aménagement/modification des clôtures existantes selon la configuration du chantier, puis de la dépose des installations provisoires en fin de chantier y compris remise en état des abords et des clôtures existantes qui pourraient être conservées au titre du projet, le cas échéant.

Le type de clôture devra respecter les obligations de hauteur, type, forme, couleur éventuellement transmises par la ville de Lyon, la Métropole ou la maîtrise d'œuvre.

Panneaux de chantier

Dès l'ouverture du chantier, un "PANNEAU DE CHANTIER" est composé et mis en place par l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre, en respectant la trame et les directives du Maître d'Œuvre, en vue indiquer :

- Le numéro du permis de construire, la date de commencement des travaux et la date présumée de leur achèvement.

- Les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre, Bureau de Contrôle, Coordinateur Sécurité Santé, OPC, des différents financeurs de l'opération.
- La désignation des lots et des entreprises titulaires et sous-traitantes.

La prise en charge des éventuelles modifications et mises à jour est assurée par le lot 01 terrassements gros œuvre. Sont proscrits, tous les autres panneaux, exception faite de ceux visés ci-après, sauf autorisation spéciale du Maître d'Œuvre.

Panneaux de signalisation

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier, ainsi que les panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et dans les bâtiments sont confectionnés et mis en place par l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros œuvre, qui veille à leur bonne conservation pendant toute l'exécution des travaux.

Un balisage d'accès au chantier sera réalisé par le lot 01 terrassements gros œuvre depuis les rues desservant les entrées du chantier.

Demande d'accès voiries

Toute demande de neutralisation de l'espace public pour les besoins du chantier et ce, quelle qu'en soit la durée, sera assurée, déposée et prise en charge par le lot 01 terrassements gros œuvre auprès des autorités compétentes. Le lot 01 terrassements gros œuvre s'acquittera des éventuels frais et redevances associés.

7.1.4 Sanitaires de chantier, réfectoire de chantier, vestiaires

Sont compris sous cette rubrique, les installations WC, douches, postes d'eau, réfectoire collectif, vestiaires de l'entreprise, ainsi que leur chauffage.

Les caractéristiques de ces installations, ainsi que celles de toutes les installations communes sont celles imposées par la réglementation en vigueur et le PGC.

La fourniture, la location, la pose des installations sanitaires, réfectoire collectif, vestiaires collectifs, leurs raccordements aux réseaux eau, assainissement, électricité sont à la charge du lot 01 terrassements gros œuvre. Les consommations (eau et énergie), les consommables et l'entretien journalier sont pris en charge par le compte-prorata, pendant toute la durée du marché.

7.1.5 Bureaux de chantier d'une entreprise, containers, bungalows, etc.

L'installation des bureaux de chantier, ainsi que l'installation de tous les autres locaux, baraquements ou aménagement d'aire qui se révéleraient nécessaires spécifiquement à une entreprise, sont à la charge de ladite entreprise. Ces installations seront implantées sur la base du plan d'installations de chantier avec l'accord de l'OPC et de la maîtrise d'œuvre. Aucune installation de bureaux, containers, bungalows, aménagement d'aire autres que celles existant dans le cadre de la base vie ne peut être considérée comme acquise de fait. Elle pourra être refusée par l'OPC et la maîtrise d'œuvre, sans que cela ne donne droit à quel que dédommagement que ce soit.

7.1.6 Salles de réunion – Stockage échantillons – Bureaux à usage du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage

Le titulaire du lot 01 terrassements gros œuvre devra en outre prévoir l'aménagement d'une zone pour la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage qui comprendra :

- Une salle d'environ 10 m² avec 20ml d'étangères dédiée au stockage des échantillons.
- Un bureau de passage chauffé et climatisé pour deux personnes, pour le Maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, l'OPC ou le SPS et équipé de deux tables, deux chaises et deux casiers, de prises électriques ainsi que de 2 armoires pour le stockage des pièces du marché dont un exemplaire complet sera édité et mis disposition par le lot 01 terrassements gros œuvre.
- Une salle de réunion chauffée et climatisée d'environ 40 m² pour 25 personnes équipée de tables et chaises, d'un tableau blanc effaçable et de prises de courant
- Un sanitaire commun associé à la salle de réunion
- Un accès internet wifi sera assuré dans les locaux
- Des EPI (casques, bottes, gilets) de différentes tailles et à disposition

La location des installations est à la charge du lot 01 terrassements gros œuvre. Les consommations d'énergie et l'entretien de ces locaux sont à la charge du compte prorata.

7.1.7 Photocopieur :

Un photocopieur sera mis en place pour le personnel de chantier. Son installation ainsi que la fourniture des consommables appartiennent à l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre.

7.2 Équipement du bâtiment

7.2.1 Eau (réseau de chantier)

Réseau provisoire d'alimentation en eau

L'installation et l'entretien du réseau d'eau provisoire de chantier sont à la charge de l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre et comprend 2 points de puisage avec évacuation.

Le réseau provisoire d'eau, ainsi que son entretien et modifications au fur et à mesure de l'avancement du chantier, incombent à cet entrepreneur.

Toute fuite devra être réparée sans délai. La prise en charge financière des éventuels sinistres sur les ouvrages réalisés sera assurée par le compte prorata.

La dépose et l'évacuation en fin de chantier, le calfeutrement des percements, incombe au lot 01 terrassements gros oeuvre.

Tout réseau provisoire d'eau à l'intérieur du bâtiment est proscrit à compter de l'obtention du hors d'eau du bâtiment, sauf autorisation expresse de la maîtrise d'œuvre et de l'OPC.

7.2.2 Électricité

Alimentation principale et TGBT chantier

Le raccordement du réseau électrique provisoire est réalisée par l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre.

Est également à charge du lot 01 terrassements gros oeuvre, la fourniture et la mise en oeuvre des éléments suivants :

- L'alimentation électrique du réseau provisoire en amont du TGBT chantier.
- L'armoire générale de chantier basse tension (TGBT-Chantier).
- L'alimentation électrique des grues (Puissance Unitaire = 100 kVA). Elles seront issues du TGBT chantier.

Réseau intérieur provisoire

Le raccordement du réseau provisoire depuis l'installation réalisée par l'entrepreneur du lot 01 terrassements gros oeuvre, est à la charge du lot 14 électricité. Cet entrepreneur réalise et entretient les réseaux et terminaux intérieurs de distribution de force motrice et d'éclairage provisoire, à partir de l'armoire générale de chantier en des points indiqués sur les plans d'organisation de chantier. L'installation comprend : coffrets de distribution d'étage, coffrets de distributions de zones, coffrets mobiles, terminaux d'éclairage.

Éclairage intérieur provisoire

L'éclairage provisoire sera réalisé par le lot 14 électricité au moyen de luminaires répartis comme suit :

- La fourniture et la mise en place de l'éclairage normal intérieur de chantier. (Installation d'éclairage intérieur des zones de circulation communes, couloirs, grand locaux, paliers, escaliers, y compris sous-sols (50 lux / m² minimum, luminaires LED étanches IP65) : 1 luminaire tous les 10 ml.
- La fourniture et la mise en œuvre de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes d'éclairage de sécurité, pour les besoins du chantier. Ces blocs seront répartis, dans tout le bâtiment en phase construction (aux issues, circulations, cage d'escaliers).
- Dans les locaux : éclairage permettant d'assurer la circulation des personnels en sécurité

Ces dispositions garantiront un niveau d'éclairage général moyen d'environ 50 lux, facilitant la circulation et permettant la reconnaissance des obstacles.

Si une entreprise désire des niveaux d'éclairage plus élevés pour la réalisation de ses travaux, il lui appartient d'approvisionner les appareils d'éclairage complémentaires qu'elle juge nécessaires pour réaliser des éclairages localisés (projecteurs sur trépied ou autres types d'appareils de son choix).

Ces appareils complémentaires seront raccordés aux armoires de chantier avec des "prolongateurs" fournis par l'entreprise concernée.

L'installation d'éclairage provisoire sera maintenue et adaptée ou modifiée si besoin, jusqu'à ce que la mise en service de l'éclairage définitif puisse s'effectuer sans risques de dégradation. La dépose et l'évacuation en fin de chantier y compris remise en état incombe au lot 14 électricité.

Armoires de chantier

Les armoires de chantier à l'intérieur des bâtiments seront fournies, mises en place et raccordées par l'entreprise du lot 14 électricité; elles devront présenter les degrés de protection minimale requis par la norme NFC 20 010. Ces armoires seront implantées de sorte que, en règle générale, on puisse trouver un point de raccordement dans un rayon de vingt cinq mètres de tous les lieux de travail au maximum.

Les "prolongateurs" ou enrouleurs nécessaires seront fournis par les entreprises utilisatrices de l'énergie.

Eclairage extérieur provisoire

L'éclairage des accès de chantier, de la base vie, des bureaux MOE, des cheminements balisés piéton sont à la charge du lot 01 terrassements gros oeuvre. La dépose et l'évacuation en fin de chantier y compris remise en état incombe au lot 01 terrassement gros oeuvre

7.3 Organisation du chantier – Contrôle d'accès

Dès le début du chantier, jusqu'à la réception, les entreprises, au titre du compte prorata surveilleront la base vie, les cantonnements, les zones de stockage et le chantier.

L'ensemble du chantier sera clôturé, avec portail(s) d'accès.

Le lot 01 terrassements gros oeuvre est le gestionnaire du compte prorata durant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur du lot terrassements gros oeuvre a notamment pour mission, jusqu'à la réception du chantier de :

- Contrôler les entrées et les sorties de l'ensemble des personnels et matériels (tout le personnel des entreprises portera un badge sur lequel figurera le nom du salarié ainsi que le nom de la société et justifiant sa fonction).
- Assurer la mise en place d'un système d'alarme, de vidéosurveillance et/ou de tour de garde sur simple demande de la maîtrise d'œuvre et notamment en cas de défaillance de sécurisation du site, de vandalisme, de vol...
- Veiller à la propreté des parties communes (locaux, circulations, zones de stockage, zones poubelles, ...)
- Veiller au rangement des zones de stockage.
- Veiller à la protection contre les vols du chantier et de la base vie
- Veiller au bon état des clôtures et des installations
- Les jours de collecte, sortir les poubelles jusqu'au lieu de ramassage sur voie publique et remise en place
- Suivre l'adaptation des poubelles aux besoins en fonction de l'effectif du chantier, avec l'anticipation nécessaire
- Réguler périodiquement le planning des livraisons
- Les entreprises veilleront lors de leurs commandes à fournir les éléments suivants que le chauffeur devra impérativement connaître :
 - Nom de l'entreprise à livrer.
 - Numéro du CE et nom de l'entreprise titulaire.
 - Nom et Prénom de la personne responsable du déchargement. Un chauffeur ne disposant pas de ces informations pourra se voir refuser l'accès au chantier.

Les éléments ci-après seront assurés par titulaire du lot 01 terrassements gros oeuvre :

- Veiller à la fermeture collective du chantier, ainsi qu'à la fermeture et à l'ouverture des bâtiments respectivement en fin et en début de journée de travail. Cette fermeture sera assurée par les menuiseries définitives, ou à défaut par des menuiseries provisoires, mises en place par le lot 01 terrassements gros oeuvre et prises en charge par le compte-prorata.
- Veiller à la fermeture des locaux communs, notamment en période de froid afin d'éviter le gaspillage d'énergie
- Veiller à l'extinction des lumières

8 CONDITIONS D'EXECUTION

8.1 GENERALITES

8.1.1 Horaires de chantier

Les travaux sont autorisés suivant les horaires et les conditions définis dans le PGC.

8.1.2 Limitations liées aux contraintes environnementales

Les entreprises respecteront impérativement la « charte de chantier à faible impact environnemental. » qui est le document de référence en la matière et se situe avant le présent document dans l'ordre de préséance des pièces.

Toute nuisance durant la période de réalisation des travaux devra être limitée. Tous les moyens seront prévus et mis en œuvre par les entreprises afin d'éviter les nuisances suivantes, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Bruits et vibrations (respect des horaires de travail, protections au bruit, utilisation d'engins et outils à émissions sonores limitées, etc.)
- Poussière (prévoir arrosage lorsque nécessaire, revêtement des voiries de chantier limitant les émissions de poussière, etc.)
- Dégradation des voies publiques
- Insécurité liées aux entrées et sorties d'engins
- Gêne liée aux stockages sur chantier
- Insécurité des circulations de piétons
- Stationnement anarchique à proximité du chantier
- Stationnement dans l'enceinte du chantier (à proscrire)
- ...

Les entreprises prendront un soin particulier à limiter les nuisances susceptibles de perturber l'activité des utilisateurs du bâtiment ANSES restant en activité et situé à proximité immédiate du chantier. Dans ce cadre, les entreprises s'engagent à :

- Mettre en place toutes les mesures de réduction de bruit et de vibrations possibles durant toute la durée du chantier et d'autant plus en cas de remarques émises par les utilisateurs du bâtiment voisins
- Prévenir la maîtrise d'œuvre et l'OPC une semaine en amont, en cas de travaux particulièrement bruyants ou émetteurs de vibrations (utilisation de BRH, marteaux-piqueurs, ponceuses, etc.)

Les entreprises se conformeront sans délai aux directives de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du coordonnateur SPS ou de l'OPC qui mettrait en évidence des lacunes dans la prise en compte de la limitation des nuisances générées par le chantier. Sans amélioration constatée dans les 24h suivant l'émission des directives, les entreprises concernées s'exposeront aux pénalités définies au CCAP.

8.2 NETTOYAGE DE CHANTIER

La propreté du chantier est un élément fondamental de sécurité et de productivité. Pour être efficace, la tâche propreté est indissociable de celle d'évacuation des déchets, gravois, emballages,... Cette évacuation doit être journalière sur l'ensemble du chantier et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé. La maîtrise d'ouvrage attache une importance toute particulière au maintien de la propreté du chantier durant toute la phase de réalisation des travaux.

Six types de nettoyage sont à distinguer, étant indiqué que certains sont précisés / détaillés dans les CCTP :

- **1er Type : Le nettoyage journalier des postes de travail**
Les postes de travail doivent être nettoyés en fin de journée : les déchets, emballages, chutes sont évacués vers les bennes de tri de façon quotidienne. Chaque entreprise est responsable de son nettoyage de 1^{er} type. Il sera réalisé quotidiennement sans qu'il soit besoin de le solliciter. Le nettoyage de premier type prend notamment en compte l'évacuation par les lots concernés de résidus de ponçage, de découpe ou de sciage. La détection de tout déchet, chute ou emballage identifiable et attribuable à un lot pourra donner lieu, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre ou de l'OPC à l'application des pénalités prévues au CCAP pour défaut de nettoyage de 1^{er} type. En cas d'amas de déchets, chaque entreprise dont un déchet sera identifié pourra être soumise aux pénalités prévues. Le titulaire du lot terrassements gros œuvre aura quant à lui la charge du maintien permanent en bon état de propreté des abords du chantier (extérieur des bâtiments et voie publique en sortie de chantier).
- **2ème Type : Le nettoyage général du chantier**

Il est sous la responsabilité du gestionnaire du compte-prorata, au frais du compte-prorata, et est réalisé de façon au moins hebdomadaire et sur demande de la maîtrise d'œuvre, du CSPS ou de l'OPC. Ce nettoyage ne se substitue pas au nettoyage de 1^{er} type dont chaque lot est responsable. Il consiste en un nettoyage général du chantier (balayage, maintien d'un aspect propre et dégagé du chantier, évacuation des amas de poussière et de déchets). Néanmoins en cas de défaut de nettoyage de 1^{er} type persistant plus de 24h après demande de nettoyage, ce nettoyage sera réalisé au titre du nettoyage de 2^{ème} type sur simple demande de la maîtrise d'œuvre ou de l'OPC.

Le chantier, les circulations de chantier (dans les bâtiments, en extérieur piétonnes et routières) et ses abords devront être maintenus en permanence dans un état de propreté irréprochable. Des constats globaux ou par zone pourront être organisés à tout moment par la MOE, le CSPS ou l'OPC. Toute négligence, retard dans l'exécution ou insuffisance des moyens mis en place (que ce soit pour le nettoyage ou la collecte et le transport), constaté sera signifié par courriel à l'entreprise gestionnaire du compte prorata et immédiatement pénalisable.

L'entreprise disposera de 24 heures à compter du constat de carence pour y remédier, faute de quoi et sans autre avertissement, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre notifiera l'exécution des travaux correspondants à une entreprise extérieure spécialisée. Les frais engagés seront retenus par le maître d'œuvre sur le décompte de l'entreprise gestionnaire du compte-prorata.

Tous les moyens humains et matériels nécessaires au nettoyage du chantier devront être mis en œuvre par le gestionnaire du compte prorata. Cette obligation ne pourra en aucun cas (salage ou sablage des circulations en cas de neige, verglas par exemple) justifier une quelconque demande de révision du prix global et forfaitaire et/ou du délai global et/ou partiel de l'entreprise.

Un tri sélectif des gravats et déchets de chantier, et de la base vie sera effectué suivant la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, durant la totalité de l'opération.

▪ **3ème type : Le nettoyage de certaines zones en fin de phase de travaux d'un marché**

A l'exemple du nettoyage de mise hors poussière avant la mise en place des équipements audiovisuels, c'est un nettoyage organisé par l'O.P.C. exécuté en fin de chaque phase importante de travaux pour chaque lot. Il est effectué par une entreprise extérieure au titre du compte prorata sur simple demande de l'OPC.

▪ **4ème : Le nettoyage de parachèvement**

Certains nettoyages spécifiques dits « de parachèvement » cités ci-dessous seront réalisés par les entreprises concernées à leurs frais :

- après exécution des enduits (plâtre et ciment) dans les locaux concernés : à la charge du lot terrassements gros œuvre,
- avant exécution des revêtements collés : par l'entrepreneur qui exécute le revêtement,
- avant réalisation des travaux de peinture : par l'entrepreneur qui réalise la peinture,
- avant réception, surfaces extérieures, par l'entrepreneur du lot 04 Menuiseries extérieures,
- avant réception, surfaces intérieures : par le lot 10 Peinture.

S'il y avait défaillance des entreprises concernées, un constat serait fait par la Maîtrise d'œuvre et le nettoyage confié à une entreprise spécialisée dans les 24 heures qui suivraient ce constat. Cette procédure devant être tout à fait exceptionnelle, elle sera assortie de pénalités. Les frais seront imputés à l'entreprise défaillante.

▪ **5ème Type : Le nettoyage de fin de construction / de mise en service**

Il est réalisé par l'entreprise dont le CCTP le prévoit (nommé ci-après « le lot responsable »).

Les protections provisoires des équipements et appareillages des différents lots seront enlevées par le lot 10 Peinture, responsable du nettoyage du 5ème type.

Ce nettoyage sera confié à une entreprise spécialisée sous la direction du lot responsable et avec l'agrément du Maître d'œuvre d'exécution. Il sera à la charge du lot responsable.

Il sera réalisé pendant la période des Opérations Préalables à la Réception avant le passage de la maîtrise d'œuvre dans la zone concernée et en accord avec le calendrier de réception.

Il sera repris suite aux demandes éventuelles du Maître d'œuvre d'exécution à la fin des Opérations Préalables pour la Réception dans la zone concernée.

Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre.

▪ **6ème type : Nettoyage après levées de réserves**

Il est réalisé par chaque entreprise après chaque intervention dans le cadre de ses levées de réserve.

S'il y avait défaillance de l'entreprise, un constat serait fait et un ordre d'exécution serait donné par le Maître d'œuvre d'exécution à une entreprise spécialisée dans les 24 heures qui suivraient ce constat.

Les frais engagés seront payés par l'Entreprise. Des nettoyages complémentaires sont également dus par le lot 10 Peinture après le passage des entreprises pour les levées de réserves.

8.3 Gestion des déchets et tri sélectif

Les entreprises respecteront impérativement la « charte de chantier à faible impact environnemental. » qui est le document de référence en la matière et se situe avant le présent document dans l'ordre de préséance des pièces.

Il sera mis en place sur chantier une gestion des déchets et un tri sélectif des déchets avant évacuation. Le gestionnaire du compte-prorata assurera pour la durée du chantier la mise en œuvre de bennes de tri sélectif. Le nombre et positionnement de ces bennes sont à préciser dans le plan d'installation de chantier.

L'intégralité des éléments mis en œuvre par le gestionnaire du compte-prorata au titre de cette prestation sont compris toutes sujétions techniques, financières et organisationnelles. Toutes les charges de maintenance de ces installations sont comprises dans les coûts supportés par le compte-prorata.

Tout manquement ces obligations, y compris celles éventuellement formulées par des tiers, seront sanctionnées selon les pénalités décrites au CCAP. Le MOE, l'AMO, le SPS et le MOA se réservent le droit, sans que cela justifie une augmentation du forfait de l'entreprise, d'imposer au compte-prorata d'augmenter, de réorganiser les moyens mis en place si ceux-ci sont jugés insuffisants au vue de l'ampleur du projet. Le cas échéant, le compte-prorata conservera la pleine et entière responsabilité des nouveaux moyens ainsi mis en œuvre.

Le stockage de déchets et/ou gravois hors des bennes dans l'enceinte du site est interdit. Les bennes doivent être vidées dans des décharges agréées pour le type de déchets qu'elles contiennent.

Le compte-prorata assurera et prendra en charge au titre de cette prestation les tâches suivantes :

- la mise en place et l'évacuation des bennes,
- le suivi des déchets
- la transmission au MOE de la copie des bons d'enlèvement et des bordereaux de suivi des déchets
- la gestion des bennes de chantier,
- le nettoyage quotidien des zones de bennes,
- la maintenance et l'entretien des zones de bennes,
- l'adaptation ou la création de zones de bennes qui s'avèreraient nécessaires au bon déroulement du chantier.

Tout manquement du titulaire à ces obligations est pénalisable selon les modalités décrites au CCAP.

8.4 OPERATIONS IMPORTANTES

Toutes les opérations susceptibles de perturber la logistique, le déroulement ou le fonctionnement du chantier (livraisons importantes, grutages, mises en station de nacelles, terrassements, etc.) devront être annoncées au minimum de 2 semaines à l'avance en réunion OPC, ou à défaut en réunion de chantier et dans tous les cas au CSPS. Cette obligation concerne plus particulièrement les périodes du chantier où différents lots interviendront simultanément.

Après analyse des demandes de chaque entreprise par l'OPC et la direction de travaux, des aménagements ou des modifications de dates ou d'horaires pourront être demandés afin de permettre l'intervention de chacun. Les entreprises s'y conformeront.

Une intervention qui n'aurait pas été annoncée dans le délai préalable de deux semaines, et validée, pourrait se voir refusée et reportée en cas de perturbation du fonctionnement du chantier ou d'impact sur les travaux d'un autre lot. L'entreprise responsable supportera seule les frais induits par le report de son intervention. Ce dernier pourra également être accompagné des pénalités décrites au CCAP et de l'attribution, à l'entreprise à l'origine de la perturbation, de la responsabilité des impacts délais associés.

8.5 STOCKAGES

Les stockages devront être limités en surface et en durée, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment. Il est donc demandé aux entreprises d'optimiser les livraisons par rapports aux dates de poses et de mises en œuvre.

Les zones de stockages seront attribuées et définies par l'OPC en fonction de l'avancement des travaux et sur demande des entreprises à minima deux semaines avant livraison. Les zones de stockage pourront donc évoluer d'une période à l'autre, et il pourra être demandé aux entreprises de déplacer leurs matériaux et matériels. Il ne

sera attribué aucune rémunération complémentaire au titre de déplacements successifs des zones de stockage, des matériaux et matériels stockés.

Tout stockage non annoncé, n'ayant fait l'objet d'aucune demande, et perturbant l'avancement devra être évacué sans délai sur demande de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre ou de coordonnateur SPS. Sans évacuation dans un délai de 24h suivant la demande, l'entreprise concernée s'exposera à l'application des pénalités décrites au CCAP et à l'attribution des retards induits, notamment en cas d'impact sur les travaux d'un ou plusieurs autres lots.

8.6 CIRCULATION, APPROVISIONNEMENTS ET CONDITIONS D'ACCES

Il appartient à chaque entreprise intervenant sur le chantier de prendre en compte et de mettre en œuvre les moyens d'accès et d'approvisionnement des matériels et matériaux dans le bâtiment nécessaires à la réalisation des travaux dans le cadre du planning de l'opération. Ces moyens d'accès et d'approvisionnement seront mis en œuvre après accord de l'OPC et de la direction de travaux de façon à s'assurer que l'ordonnancement général du chantier ne soit pas perturbé. La mise en commun de moyens d'approvisionnement et d'accès devra être privilégiée.

A ce titre, le titulaire du lot 16 Appareils élévateurs installera, dès l'obtention du hors d'eau des gaines ascenseurs, un monte-charge dans le bâtiment R+3 et un monte-personne dans le bâtiment R+5, avec les protections adéquates, afin que ceux-ci puissent être utilisés en « mode chantier » par l'ensemble des entreprises, facilitant ainsi les approvisionnements et manutentions. Le transports des personnes sera proscrit.

Le titulaire du lot 16 Appareils élévateurs prendra à sa charge la maintenance de l'appareil durant la phase chantier ainsi que sa remise en état à neuf préalablement à la réception des ouvrages. En cas de panne durant la phase chantier, le titulaire du lot 16 Appareils élévateurs devra la remise en fonctionnement de l'appareil dans les 2 heures suivants le signalement du dysfonctionnement.

En cas de besoin, et sur demande de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC ou du CSPS tout autre moyen de levage devra être mis en œuvre (recette à matériaux, bi-mâts, etc.). La mise en œuvre, la maintenance et la dépose seront assurées par le lot 01 terrassements gros œuvre et pris en charge par le compte-prorata.

8.7 Mise hors d'air / hors d'eau provisoire du chantier

En cas de besoin, et à la demande de la MOE ou de l'OPC, l'entreprise titulaire du **lot 04 Menuiseries extérieures** devra assurer le hors d'air total ou partiel du bâtiment par tout moyen (obturation des baies par contreplaqué, polyane, etc.) nécessaire à l'avancement du chantier, et ce, jusqu'à la livraison et pose des menuiseries définitives.

Par ailleurs, en cas de besoin sur certaines zones et à la demande de la MOE ou de l'OPC, le titulaire du **lot 01 Terrassements Gros œuvre** devra mettre en œuvre et entretenir l'étanchéité provisoire par tout moyen (obturation des trémies, batardeaux, étanchéité provisoire), jusqu'à l'exécution de l'étanchéité définitive du bâtiment.

8.8 Traitement provisoire des eaux de pluie

Tout devra être mis en œuvre par les lots 17 et 13 afin que l'évacuation des eaux de pluie soit effective et fonctionnelle lors de l'obtention d'un hors d'eau partiel ou complet du bâtiment. C'est-à-dire que les réseaux EP dans et en dehors du bâtiment devront être mis en œuvre, fonctionnels et raccordés au réseau.

Néanmoins, en cas d'impossibilité, liée notamment à l'ordonnancement des travaux, le lot 01 terrassement gros œuvre mettra en place une solution alternative et provisoire d'évacuation des EP. Cette solution ne devra pas créer de risque ou de désagrément vis-à-vis du fonctionnement du chantier.

8.9 Préchauffage

L'OPC et la maîtrise d'œuvre pourront demander la mise en place d'un préchauffage pour un maintien des températures intérieures à 12°C. Ce préchauffage sera mis en place par le lot 12 CVC à l'aide des installations définitives si celles-ci sont fonctionnelles ou, dans le cas contraire, à l'aide de tout autre moyen respectant les règles de sécurité et d'évacuation des gaz d'échappement dictées par le CSPS. Les consommations induites seront à la charge du compte-prorata.

En cas de besoin d'une température plus élevée demandé par un lot en particulier, celui assurera le complément de préchauffage à ses frais.

8.10 Travaux sur terrasses

Toute activité de découpe, de soudure, de peinture ou de quelque travail que ce soit, tout stockage de gaines, de matériels ou de tuyaux est strictement interdit sur les terrasses étanchées, même dans le cas où elles sont gravillonnées.

8.11 Inspection vidéo des réseaux

En fin d'opération (réception partielle bâtiment principal notamment), date à définir par la direction de travaux et l'OPC, le lot 13 Plomberie/Fluides procédera à une inspection vidéo des réseaux par caméra. Il prendra en charge l'organisation et les moyens de cette inspection afin de livrer des installations de réseaux gravitaires en bon ordre de marche.

Si nécessité, le Lot 13 Plomberie/fluides réalisera les nettoyages et curage aux frais du Compte Prorata

8.12 Dénéigement

En cas de chutes de neige, le lot 01 terrassements gros œuvre, mettra en œuvre à sa charge tous les moyens de déneigement et de dégivrage dès la fin de celles-ci afin de mettre le chantier en sécurité et permettre une reprise du travail au plus tard dans les 24h.

Fin du document